GRC

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAZETTE

GAGNANT DU PRIX OR MARCOM 2015

VOL. 78, N° 1, 2016

LES YEUX ET LES OREILLES DE LA POLICE

COMMENT LE PUBLIC SOUTIENT LES OPÉRATIONS

GAZOUILLER PENDANT UN ATTENTAT
LA GRC DISSIPE LE CHAOS DANS LES MÉDIAS SOCIAUX PENDANT LA FUSILLADE AU PARLEMENT P.6

S'ARROGER LA LOI
QUEL LIEN ENTRE LES ACTES JUSTICIERS ET LA CONFIANCE ENVERS LA POLICE? P.14

LA SURVEILLANCE DE QUARTIER À L'ÈRE NUMÉRIQUE
LA POLICE DE SACRAMENTO SE BRANCHE EN LIGNE SUR LES COLLECTIVITÉS P.16

LE MIEUX-ÊTRE AU TRAVAIL
LA SANTÉ MENTALE, PRIORITÉ DU SERVICE DE POLICE DE SAN DIEGO P.24

RCMP-GRC.GC.CA

Canada

GRC

CARRIERESGRC.CA

Un uniforme à votre nom
vous attend.

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE
Au service de la communauté policière depuis 1939
Vol. 78, N° 1, 2016
Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

6

DOSSIER

6 La GRC dissipe le chaos dans les médias sociaux pendant l'attentat sur la Colline du Parlement
8 Obtenir de commerçants des renseignements sur des terroristes
9 Débat de spécialistes : Comment rehausser le soutien du public aux opérations policières?
12 Une campagne hardie tire parti des autobus et de panneaux réclames pour obtenir des tuyaux sur des cas de disparitions
13 Un centre réunit la police, les universitaires et l'industrie pour lutter contre la corruption
14 Une étude fait le point sur le lien entre le soutien du public pour les justiciers et la confiance envers la police
16 La police de Sacramento fait appel à Nextdoor pour mobiliser la collectivité en ligne
18 Les avis de recherche du FBI à l'ère électronique
19 Une appli mobile de la police de Toronto met les utilisateurs en lien avec des agents virtuels
20 Entretien avec le fondateur de Facewatch, Simon Gordon

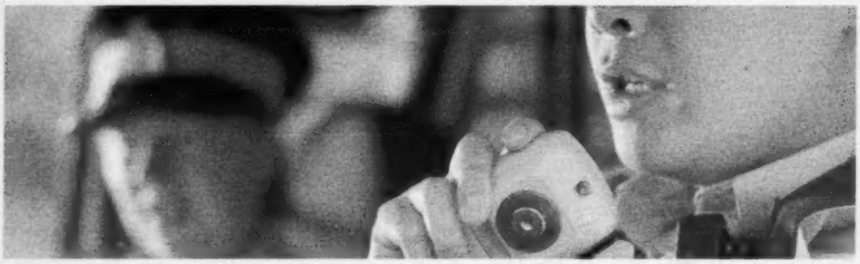
RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
21 Les faits : enlèvement d'enfants
22 Avis d'un expert : Dan McGill s'entretient sur la façon de récupérer des balles dans un lieu de crime enseveli de neige
24 Reportage externe : L'unité du mieux-être de la police de San Diego dissipe les préjugés à l'égard de la maladie mentale
26 Reportage externe : Stratégies de la GRC axées sur les trafiquants de drogue d'envergure
28 À l'avant-scène
30 Jeunesse : Un nouvel outil axé sur les messages textes pour sensibiliser aux dangers de l'intimidation

14

19

24


GRC

MAINTENIR LA COMMUNICATION

Si la police a pour rôle d'appliquer la loi et de protéger le public, elle a souvent besoin de l'aide de ce même public pour faire son travail efficacement.

Comme le démontre le dossier du présent numéro, ce soutien peut prendre diverses formes. En y travaillant, nous avons constaté à plus d'une reprise que la population se fait souvent les yeux et les oreilles de la police.

Que celle-ci tire son information directement d'appels lancés au sujet de Manitobains disparus ou assassinés et de criminels recherchés par le FBI, ou indirectement des messages qui foisonnent dans les médias sociaux après une crise comme l'attentat d'octobre 2014 sur la Colline du Parlement, il est clair que le public y est pour beaucoup.

Ce soutien dépend toutefois énormément de la relation que la police réussit à cultiver avec les citoyens qu'elle sert. C'est une réalité dont la GRC tient compte en désignant des gendarmes communautaires — des hommes et des femmes de tous âges et de tous horizons qui sont formés à offrir des services de police dans leur propre localité.

Les services de police de Toronto et de Sacramento ont aussi reconnu l'importance de ce lien avec le public. Ils utilisent la technologie mobile et les réseaux sociaux pour communiquer avec les gens en ligne dans le but de continuer à nouer des relations avec eux hors ligne.

Les individus ne sont pas les seuls sollicités. Des initiatives comme l'opération Securus et le nouveau Centre canadien d'excellence en anticorruption montrent qu'il faut aussi le soutien du milieu des affaires, que ce soit pour obtenir conseil sur la prévention du terrorisme ou pour déterminer les meilleures façons de combattre la corruption.

Dans d'autres articles, nous abordons la façon de récupérer des douilles dans la neige, une technique judiciaire utile au Canada et dans tout autre pays au climat semblable.

Nous voyons aussi comment le Service de police de San Diego amène ses agents à voir son centre de mieux-être comme un service de soutien aussi essentiel au travail de police que le groupe opérationnel qui fournit les radios et les lampes de poche.

Le numéro se termine par un article sur un outil de messagerie texte que la GRC utilise dans les écoles, non seulement pour informer les élèves des dangers de l'intimidation, mais aussi pour renforcer les liens avec eux.

Ce qui ressort de ce numéro, c'est que dans n'importe quelle relation, la communication est essentielle pour gagner la confiance de l'autre et obtenir sa collaboration. Si la police veut que le public continue à soutenir le travail important qu'elle accomplit, elle doit donc maintenir la communication avec lui, en ligne et ailleurs. ▪

— Richard Vieira

LAURÉATE DU PRIX MARCOM

La *Gazette* a reçu le prix or MarCom de 2015 dans la catégorie magazine — gouvernement pour son numéro sur les stratégies qu'emploie la police pour dénouer les situations tendues ou violentes (vol. 76, n° 1, 2014).

Les prix MarCom reconnaissent les réalisations exceptionnelles de professionnels de la communication qui se distinguent par leur savoir-faire, leur créativité et leur initiative. En tant que lauréate du prix or, la *Gazette* a surpassé les normes élevées de ce secteur en 2015. ▪

GAZETTE

ÉDITRICE : Nancy Sample

RÉDACTEUR EN CHEF : Richard Vieira

RÉDACTEURS : Eric Stewart, Amelia Thatcher

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Lisa McDonald-Bourg

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : St. Joseph Communications

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2016 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca**

Suivez-nous sur Facebook : **www.facebook.com/grcrcmp**

Suivez-nous sur Twitter : **@grcrcmppolice #gazettegrc**

Visualisez nos vidéos sur YouTube : **www.youtube.com/rcmpgrcpolice**

UN PAS EN AVANT DANS LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES

par Amelia Thatcher

Une jeune de 17 ans d'Ottawa faisait partie des 20 victimes qui ont été secourues en octobre dernier dans le cadre de la plus récente opération Northern Spotlight, une initiative pancanadienne de lutte contre la traite de personnes.

La quatrième phase de l'opération s'est conclue par le dépôt de 135 chefs d'accusation contre 47 personnes. La GRC s'était associée à 40 services de police de partout au Canada afin de repérer des victimes de la traite de personnes forcées de travailler dans l'industrie du sexe.

Au même moment, le Federal Bureau of Investigation (FBI) a mené des enquêtes similaires aux États-Unis, où plus de 135 villes ont pris part à l'opération Cross Country IX.

Selon le *Code criminel du Canada*, la traite de personnes implique le recrutement, le transport ou l'hébergement de personnes aux fins d'exploitation dans l'industrie du sexe ou du travail forcé.

« La sensibilisation fait réellement sentir ses effets en ce moment, déclare le cap. Yves Brochu du Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC. Des services de police municipaux de partout au pays créent des sections de lutte contre la traite de personnes. »

Le cap. Brochu affirme que la réussite marquante de l'opération donne une idée de l'ampleur de ce crime, mais qu'il est impossible de connaître la véritable étendue de ce délit parce qu'il est clandestin et ne connaît aucune frontière.

« Certaines personnes vendent volontairement leur corps, mais un fort pourcentage des personnes qui le font y sont forcées », explique le serg. Jeff LeBlanc, qui dirige l'Unité de lutte contre la traite des personnes de la Police d'Ottawa.

Puisque ce crime marque profondément ses victimes, la police fait équipe avec des organismes de soutien communautaires.

« Beaucoup d'enquêtes reposent sur des victimes d'abus traumatisées émotionnellement et psychologiquement, ajoute le cap. Brochu. Ce n'est pas une enquête typique qui consiste à attraper un méchant et à le jeter en prison : les enquêteurs et les organismes de soutien doivent faire beaucoup de suivi et donner des soins secondaires. »

Même si plusieurs services de police ont mené leurs propres enquêtes indépendantes, de nombreux projets ont été réalisés conjointement et ont dépassé les frontières municipales, provinciales et nationales.

« Quand notre équipe trouve une piste, les choses progressent généralement assez vite, ajoute le serg. LeBlanc. Même en nous attaquant à un seul dossier, il n'est pas négligeable de pouvoir intervenir et sauver plusieurs victimes mineures. » ■

UN HOCKEYEUR MARQUE UN POINT CONTRE LA VIOLENCE

par Robin Percival

À son arrivée à Fort MacKay en Alberta pour un tournage avec la GRC, Jordin Tootoo, joueur des Devils du New Jersey de la Ligue nationale de hockey (LNH), est un peu nerveux.

« La mémorisation, ce n'est pas mon fort », dit-il.

Il a beau être habitué aux caméras, transmettre un message d'intérêt public est un défi nouveau pour lui.

Mais le sujet qu'il y aborde — la violence faite aux femmes autochtones — en est un qu'il comprend : ayant grandi à Rankin Inlet (Nunavut), Jordin connaît bien la réalité des petites communautés isolées.

Jordin récite aisément son texte, puis va patiner avec un groupe de jeunes autochtones émerveillés.

Jeune hockeyeur issu d'un foyer où régnait la violence, Jordin a réussi à défier le sort (et à surmonter ses démons) pour devenir le premier joueur inuit de la LNH. Cette histoire, il la raconte dans le livre qu'il vient de faire paraître, *All the Way: My Life on Ice*, percutant récit des difficultés qu'il a rencontrées, y compris l'alcoolisme et le suicide de son frère.

« J'ai traversé de rudes épreuves, mais j'en ai tiré d'importantes leçons, explique Jordin. C'est gratifiant de faire quelque chose pour ma communauté et pour toutes celles qui sont minées par la violence familiale. »

Dans son message d'intérêt public, Jordin appelle hommes et garçons à briser le cycle de la violence familiale. La santé et la sécurité des femmes et filles autochtones sont une priorité pour la GRC, et la diffusion d'un tel message est l'une de ses multiples initiatives de sensibilisation à cet égard.

Le message de Jordin Tootoo sera diffusé au cours des prochains mois. ■

Le premier hockeyeur inuit de la LNH, Jordin Tootoo, raconte son histoire pour inspirer les jeunes autochtones

GRC

Grâce à des mots-clics précis et à des outils de géolocalisation, les analystes ont pu brosser en gros ce qui se passait au centre-ville d'Ottawa le 22 octobre 2014, pendant l'attentat.

GAZOUILLER PENDANT UN ATTENTAT

L'AIDE À TIRER DES MESSAGES DU PUBLIC EN SITUATION D'URGENCE

par Eric Stewart

En entendant parler de la fusillade, comme tant d'autres membres de la GRC qui se trouvaient à Ottawa ce jour fatidique du 22 octobre 2014, la cap. Wendy Stewart se voyait foncer sur la Colline du Parlement. Pour protéger ses collègues, ses amis et sa ville.

Elle a plutôt choisi de rentrer au travail.

Ce matin-là avait commencé normalement dans la capitale. Au Monument commémoratif de guerre du Canada, trois sentinelles de la Garde de cérémonie montaient la garde — parmi eux, le cpl Nathan Cirillo, âgé de 24 ans.

Le calme ambiant a chaviré sous une pluie de balles. Michael Zehaf-Bibeau, reprochant au Canada son action militaire en Afghanistan et en Irak, s'est approché du cpl Cirillo et l'a atteint de deux balles dans le dos.

L'homme de 32 ans a ensuite gagné la Colline du Parlement et est entré dans l'Édifice du Centre, où il a échangé des coups de feu avec des agents tactiques de la GRC et avec le sergent d'armes du Parlement. Au bout de quelques minutes, il était mort, ce qui mettait un terme à l'attentat le plus violent qu'ait connu le Parlement en 50 ans.

Du début à la fin, l'attentat a duré moins de dix minutes.

La cap. Stewart devait filtrer les nombreuses informations qui inondaient les médias sociaux — ce que la police appelle les « sources ouvertes », de Twitter à Instagram, — à la recherche de tout ce qui serait utile.

« Dès que nous avons eu vent de la fusillade, nous nous sommes branchés sur les médias sociaux, se rappelle la cap. Stewart. Nous voulions savoir si on en parlait en ligne. Tout de suite, nous avons trouvé. Bien avant qu'on en parle aux nouvelles, on en parlait sur Twitter. »

TROUVER DES INDICES

La cap. Stewart et la cap. Judy Montreuil, du Groupe des renseignements relatifs à la protection (GRP) de la GRC, ont passé des heures à scruter des données, à voir la terreur sur les visages des gens au centre-ville, à regarder les vidéos instables faites avec un cellulaire, à passer une à une les photos saisissantes croquées au Cénotaphe.

Grâce à des mots-clics précis et à des outils de géolocalisation, les analystes ont pu brosser en gros ce qui se passait en ville. De tout ce qui circulait sur Internet, elles ont su ressortir une poignée d'indices importants, des données précieuses pour les membres qui devaient sécuriser le centre-ville.

« Nous avons trouvé des photos du suspect avant que nos membres sur place n'en aient même une description, explique la cap. Stewart. Notre photo a levé la confusion et confirmé l'apparence de notre suspect. Nous avons aussi trouvé des photos de son véhicule sur les médias sociaux et en avons fourni la description aux membres sur place. »

Pendant ce temps, au centre de commandement de la région de la capitale nationale, où des haut gradés et des analystes coordonnaient l'intervention, le serg. Gilbert Sabourin, le chef de la cap. Stewart, relayait l'information du GRP. Avec la cap. Dawn Robitaille, il a dégagé le sens d'informations parfois contradictoires pour informer adéquatement ceux qui en avaient besoin.

« C'est inouï, tout ce qu'on trouvait dans les médias sociaux et à quelle vitesse ça se répandait, considère le serg. Sabourin. Ce qui nous a le plus occupé ce jour-là était la corroboration de l'information — il y en avait tellement, c'était difficile d'en faire le tri. Des gens parlaient de plusieurs tireurs et il nous a fallu du temps pour établir qu'il n'y en avait qu'un seul. »

LA PART DE VÉRITÉ

Pour la cap. Stewart et le serg. Sabourin, le plus crucial dans la surveillance des médias sociaux, en tout temps, est de départager le vrai du faux.

Le 22 octobre, il était difficile de faire parvenir la bonne information aux civils et aux policiers dans Ottawa, surtout qu'une foule de faux signalements se sont répandus par peur – à commencer par ce gazouillis paniqué au sujet d'hommes armés au Centre Rideau, qui n'a été que le premier d'une série de fausses alertes.

« Nous avons relevé l'histoire du Centre Rideau, raconte la cap. Stewart. Gilbert a communiqué avec la police d'Ottawa qui a pu réfuter l'information, en y dépêchant carrément des policiers pour vérifier sur place. »

Les médias sociaux reflétaient l'état d'esprit de ceux pris au cœur de la tourmente, un amalgame de peur, d'incertitude et de confusion. Une photo montrait un groupe d'hommes masqués et armés, qui semblaient attaquer le Parlement; c'était en fait des agents de la police d'Ottawa qui venaient le défendre, et non l'attaquer. Dans une autre photo, on voyait un homme portant un foulard et une carabine — les analystes ont rapidement compris que c'était le suspect.

D'avoir pu jeter un peu de lumière sur tout ce brouhaha a permis d'orienter la façon dont les choses devaient se dérouler.

« Nous savions ce qui se passait sur place, précise le serg. Sabourin. Il faut tout vérifier, sinon la marée d'information devient cauchemardesque. Qui sait ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas. C'est le chaos dans les médias sociaux. »

Seule la corroboration permet de conclure que l'information qui circule dans les médias sociaux est authentique. Ce que disent les policiers sur place est plus fiable, mais fragmentaire. Il faut combiner les deux sources d'information pour offrir aux membres un tableau plus complet et plus juste de ce qui se passe vraiment.

S'ADRESSER À LA POPULATION

Brigitte Mineault, qui dirige les Communications à la Division nationale de la GRC, à Ottawa, était aussi au centre de commandement ce jour-là. Elle devait coordonner l'activité de la GRC sur ses propres comptes des médias sociaux — elle a choisi d'informer la population par Twitter.

Une minute à peine après que le tireur est entré au Parlement, la GRC avertissait déjà la population de ne pas se tenir sur les toits ni près des fenêtres.

« En situation de crise, c'est ce qu'il faut faire, explique Mme Mineault. Twitter est un outil puissant. Oubliez les courriels aux médias locaux, oubliez Facebook — c'est par Twitter, uniquement, que nous avons communiqué avec le public. »

Les médias sociaux ont été utiles à plusieurs égards. Ils ont aidé la GRC à informer la population et à la garder en sécurité pendant la crise, puis plus tard, à demander aux témoins de se manifester. Ils ont offert un moyen de communication vital aux gens des médias confinés à l'intérieur de l'Édifice du Centre pendant l'attentat.

« Les médias ont retransmis beaucoup de gazouillis, rappelle Mme Mineault. Les gens pris à l'intérieur faisaient régulièrement le point, malgré leur confinement. »

Si quelques journalistes dans l'Édifice du Centre ont pris des risques pour capter ce qui se passait à l'intérieur, les médias ont surtout aidé à garder le public en sécurité à l'extérieur du périmètre bouclé du centre-ville et autour du Parlement. Ils ont partagé les bilans de la GRC, respecté les contraintes de sécurité et contribué à préserver le calme dans la population en évitant de faire écho aux rumeurs les plus folles qui pullulaient dans les médias sociaux.

« Quel que soit l'événement, il est toujours utile de compter sur l'aide du public. Nous avons besoin que les témoins nous parlent, insiste la cap. Stewart. Dites ce que vous savez, mais ne mettez personne en danger, ni vous, ni la police, juste pour prendre le cliché qu'on s'arrachera. Et si vous ne savez rien, n'inventez rien. »

L'AVENIR

Internet ne fera que prendre de plus en plus de place dans la vie des gens qui l'utilisent et dans le travail des policiers qui le surveillent. Déjà, pour un événement donné, l'information qu'y déverse le public dépasse ce que peuvent traiter une ou deux personnes.

« Tout va vite. J'ai suivi une formation l'an dernier en avril, puis une autre en juillet et déjà, tout était différent, révèle la cap. Stewart. Les médias sociaux changent tout le temps. En fait, les gens vivent différemment d'un jour à l'autre. Je ne peux que les inviter à être honnêtes. Si vous voyez vraiment quelque chose, dites-le-nous. »

Le serg. Sabourin n'ose pas prédire l'avenir. Tout ce qu'il sait, c'est que quel que soit l'événement – une manifestation, une célébration ou une crise – la surveillance des messages du public sur les médias sociaux demeurera un élément essentiel de la vigilance opérationnelle.

Il faut compter sur la corroboration, sur l'intuition et sur l'analyse continue pour garder le dessus sur l'information en bouillonnement. On ne saurait prédire dans quelle direction partiront les médias sociaux — tout ce qu'on peut faire, c'est de les garder à l'œil. »

[illegible]

DES ENTREPRISES COMBATTENT LE TERRORISME

UN PROGRAMME DE PRÉVENTION APPELLE AU SIGNALEMENT DES COMPORTEMENTS SUSPECTS

par Amelia Thatcher

En Colombie-Britannique, la police fait équipe avec les propriétaires d'entreprise et les gestionnaires immobiliers dans une intention commune : prévenir le terrorisme.

La GRC, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et le Service de police de Vancouver (SPV) collaborent à l'opération Sucurus, un programme de prévention du terrorisme dans la région du Lower Mainland, qui inclut la ville de Vancouver. Le programme cible les entreprises du secteur pour les sensibiliser aux signes possibles de terrorisme et les encourager à signaler les comportements suspects.

« L'opération Sucurus sert de trait d'union entre la GRC et la communauté des affaires », précise Len vanNieuwenhuizen, coordonnateur d'information sur la menace terroriste à la GRC. « Les indicateurs de terrorisme sont un peu comme des pièces de casse-tête qu'on cherche dans une optique de prévention. »

Les responsables de Sucurus rencontrent régulièrement leurs partenaires dans toute la région pour discuter des derniers incidents de terrorisme survenus dans le monde et leur communiquer des pratiques exemplaires afin de les préparer à réagir à une éventuelle menace.

« On ne veut pas faire peur aux gens », nuance Brenda Schellenberg, coordonnatrice de l'opération. « L'objectif est de les sensibiliser, pas de les alarmer. »

L'opération Sucurus s'inspire du projet Griffin, une initiative britannique de prévention du crime lancée après les attentats à la bombe commis à Londres en 2005. Le SPV l'a conçue en 2008 afin de lutter contre les menaces terroristes ciblant les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

La GRC et le SCRS ont par la suite reconnu le potentiel du programme et communiqué avec le SPV afin d'en élargir la portée. Ressources naturelles Canada, le Service de police de Delta et le Service de police d'Abbotsford y participent maintenant aussi.

Depuis le relancement officiel de l'opération Sucurus en janvier 2014 à titre de partenariat entre le SPV, la GRC et le SCRS, plus de 500 entreprises et propriétés s'y sont jointes volontairement.

SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE

Le programme mise également sur la participation du personnel affecté aux infrastructures, notamment dans les domaines de la sécurité et des transports. Le serg. Murray MacAulay de la GRC travaille à l'aéroport international de Vancouver, qui compte plus de 26 000 employés. Il communique régulièrement avec les membres de Sucurus.

« Les aéroports sont d'immenses carrefours. Une foule de gens y passent, souvent pour des déplacements internationaux, souligne-t-il. Il devient assez facile de repérer les choses ou les personnes qui détonnent. En observant chaque passant, on peut habituellement deviner ce qu'il fait à l'aéroport. »

Les membres de l'opération Sucurus se rendent à l'aéroport de Vancouver pour présenter des exposés à son personnel et à celui des compagnies aériennes. Ils mettent un accent particulier sur les agents d'enregistrement, qui voient tous les voyageurs aux points d'arrivée et de départ.

« L'information est transmise à tous, jusqu'aux préposés du Starbucks et aux bagagistes, note le serg. MacAulay. Un aéroport est une communauté en soi, et il est important de la connaître. »

RECONNAÎTRE LES SIGNES

Les terroristes s'adressent souvent à des entreprises ou des organisations pour obtenir équipement, ressources et services. Lors de ces interactions quotidiennes, les commerçants peuvent remarquer un comportement inhabituel et le signaler à la police.

« Chaque incident présente des indicateurs qui peuvent être reconnus, signalés et analysés, dit Brenda Schellenberg. Parfois, la chose bizarre qu'on ne signale pas mène à un incident plus notable. »

Dans le cadre de l'opération Sucurus, on traite en priorité les incidents suspects signalés par les partenaires du milieu des affaires.

« Les entreprises qui observent des anomalies peuvent se demander s'il y a lieu de déranger la police avec ça, observe Len vanNieuwenhuizen. On essaie de communiquer. On les encourage à signaler tout ce qui leur paraît étrange ou anormal. »

DES TACTIQUES QUI ÉVOLUENT

Après les attentats commis à Paris en novembre 2015, des représentants de l'opération Sucurus ont rencontré les responsables de la sécurité de centres commerciaux et d'autres lieux publics achalandés pour leur expliquer comment reconnaître et signaler les incidents suspects.

Lors de cette rencontre, les représentants de Sucurus ont aussi analysé les nouvelles méthodes de communication utilisées par les terroristes. À Paris, les assaillants avaient délaissé le courriel et les textos pour les échanges par Instagram et Snapchat, plus difficiles à dépister.

« Le terrorisme est très dynamique et évolue sans cesse. Il faut donc informer les entreprises en conséquence », résume Len vanNieuwenhuizen.

Pendant que les terroristes cherchent de nouvelles façons de menacer le public, la police doit s'employer à leur damer le pion.

« L'opération Sucurus officialise un travail qu'on a toujours fait et qui doit se poursuivre chaque jour : communiquer pour assurer la sécurité de tous, » conclut le serg. MacAulay. »

COMMENT ÉLARGIR LE RÔLE DE SOUTIEN DE LA POPULATION?

LES SPÉCIALISTES

[illegible]

LUTTE ANTICORRUPTION

L'APPUI DES CITOYENS POUR LES JUSTICIERS

QUEL LIEN AVEC LA CONFIANCE ENVERS LES CORPS POLICIERS?

MÉTHODE

police, notamment : « La police fait bien son travail » et « Les policiers sont là quand on a besoin d'eux. »

Pour déterminer si l'appui pour les justiciers est lié au degré d'intervention de la police, nous avons varié celle-ci selon les cas. Dans le cas d'une intervention rehaussée, un policier se présente au commerce pour poser des questions sur le vol. Il promet d'effectuer une surveillance plus fréquente du magasin, puis donne à la commerçante un numéro de téléphone où elle pourra le joindre en tout temps. Dans le cas d'une intervention minimale, la commerçante n'entend pas parler de la police après lui avoir transmis les bandes vidéo. Lorsqu'elle communique à nouveau avec la police de sa propre initiative, on lui répond qu'on n'a pas le temps de s'occuper de l'incident.

Nous voulions aussi savoir si le soutien à l'endroit des justiciers dépend des facteurs propres à la situation. Nous avons donc fait varier le degré de violence exercée par la justicière. Dans le cas d'une violence moindre, elle frappe la voleuse, qui s'en tire avec un œil au beurre noir et un mal de tête. Dans le cas d'une violence intense, la voleuse s'écroule au sol après avoir été frappée par la justicière, et celle-ci lui assène des coups de pied à la tête, lui brisant la mâchoire et provoquant une commotion aiguë.

Afin de joindre un échantillon varié de citoyens, nous avons recueilli des données en distribuant un questionnaire aux usagers du train. Sur un échantillon de 385 personnes, le taux de réponse était de 70 p. 100, l'âge moyen, de 35 ans et le taux de répondants masculins, de 55 p. 100.

CONSTATATIONS

Le niveau moyen de soutien pour cet acte justicier était de 2,75 sur une échelle de 1 à 5. En général, les répondants n'y étaient pas très favorables. L'énoncé qui a suscité le plus d'assentiment est « *Anne aurait dû chercher une autre solution* », ce qui laisse entendre que l'acte justicier n'était pas la réaction préférée à l'égard du vol à l'étalage. Néanmoins, une majorité — 76 p. 100 — a dit comprendre le comportement de la justicière. Autre observation notable : moins de 12 p. 100 des répondants ont éprouvé de la pitié pour la victime de la justicière.

Le taux moyen de confiance envers la police était de 3,16, soit légèrement au dessus du point neutre de l'échelle (2,5). Les répondants se sont dit le moins en accord avec l'énoncé : « Les policiers sont là quand on a besoin d'eux ». Fait intéressant, ce score correspond à celui obtenu au sujet du degré d'intervention de la police lors du crime initial. L'élément qui a suscité le plus d'assentiment concernait le respect pour la police, ce qui suppose que le mécontentement à l'égard de certains aspects de la police n'entraîne pas nécessairement une absence générale de respect pour elle.

Nous avons analysé le rôle de divers déterminants (degré général de confiance envers la police, degré d'intervention de la police à l'égard de l'incident initial et degré de violence du justicier). Le sondage montre qu'une confiance accrue envers la police correspond à un soutien moindre pour le justicier. Toutefois, les caractéristiques propres à la situation comptent aussi pour beaucoup. Plus la police est intervenue activement après avoir été avisée et reçu les bandes vidéo du vol, moins l'acte justicier était bien vu. De même, la violence exercée par le justicier a eu une incidence : un acte plus violent a suscité moins de soutien.

CONCLUSION

Notre étude offre une preuve empirique du lien souvent présumé entre le soutien pour le phénomène de justicier et la confiance envers la police. Toutefois, le degré d'intervention de la police dans une situation donnée a également une influence. Lorsque l'intervention de la police était plus énergique à l'égard du vol à l'étalage, les gens ont exprimé un soutien supérieur pour les actions subséquentes du justicier.

Ainsi, le rôle de la police dans l'événement menant à l'acte justicier pourrait avoir des répercussions considérables sur l'opinion publique à l'égard d'une situation donnée. Dans notre étude, lorsque la police a pris au sérieux la victime du vol à l'étalage et manifesté un intérêt véritable pour l'affaire, ceci a eu pour effet d'altérer la réaction du public à l'égard de l'acte justicier, même si aucune arrestation n'avait encore été faite.

Selon notre étude, il ne faut pas sous-estimer l'incidence de l'intervention policière sur le plan concret et conjoncturel, car elle peut jouer un rôle important dans les événements menant à l'acte justicier.

Même si une personne a généralement confiance en la police, elle pourra soutenir un acte justicier lorsqu'elle estime que la police n'est pas intervenue de façon satisfaisante dans un crime donné. C'est donc dire que le degré d'intervention de la police pourrait être un facteur déclencheur ou de prévention d'un acte justicier.

Pour prévenir le phénomène de justicier, la police serait bien avisée de s'efforcer d'expliquer son intervention, ou absence d'intervention, face à un crime, aux parties concernées et à la population. Ce n'est qu'une hypothèse, mais nos constatations jusqu'ici soulignent le rôle important de l'intervention policière à la suite du crime.

En outre, comme certains actes justiciers seront impossibles à prévenir, une intervention policière appropriée, suivie d'une démarche de sensibilisation, pourrait limiter au minimum le soutien de la population à l'égard des justiciers. »

Nicole Haas, Ph. D., est professeure adjointe à la faculté de criminologie de l'École de droit de l'Université Erasmus à Rotterdam (Pays-Bas).

Jan de Keijser, Ph. D., est professeur à l'Institut de droit pénal et de criminologie, à l'Université Leiden (Pays-Bas).

Une version du présent article par Nicole Haas, Jan de Keijser et Gerben Bruinsma a paru dans le journal *Policing and Society* (vol. 24, n° 2 (2014), pp. 224-241).

L'intervention de la police dans une situation donnée pourrait jouer un rôle [illegible]

Service de police de Sacramento

Les agents du SPS se servent de Nextdoor pour publier de l'information sur divers sujets, dont la tenue d'événements locaux où résidants et policiers peuvent faire connaissance.

SURVEILLANCE DE QUARTIER AMÉLIORÉE À SACRAMENTO

GÉOGRAPHISATION DE L'EFFECTIF ET RÉSEAUTAGE SOCIAL POUR MOBILISER LA POPULATION

par le chef adjoint Mike Bray, le lt. Charles Husted et Jena Swafford, service de police de Sacramento

Comment rebâtir intelligemment une organisation après des années de compressions de dépenses et de personnel? Comment mobiliser efficacement la population afin d'assurer la sécurité de son milieu de vie et de réduire la criminalité? Comment favoriser le dialogue entre policiers et résidants?

La réponse à ces questions, le service de police de Sacramento (SPS) l'a trouvée dans la géographisation de l'effectif, une méthode repensée de surveillance de quartier, et dans l'utilisation de Nextdoor, un service privé et gratuit de réseautage social destiné aux citadins des États-Unis.

En 2013, le SPS s'est attaqué à ces difficiles questions et a amorcé un travail de reconstruction sur la base d'une nouvelle vision stratégique. L'essentiel de cette reconstruction a consisté à substituer un modèle policier géographié au modèle conventionnel du travail d'équipe.

GÉOGRAPHISATION DU TRAVAIL POLICIER

De 2008 à 2012, le SPS a vu son budget diminuer de 30 p. 100, ce qui s'est traduit par la suppression de plus de 200 postes civils de soutien et l'élimination, par attrition et licenciements étalés sur deux ans, de 180 postes de policiers. Ces compressions ont considérablement amoindri la capacité du SPS de maintenir le même niveau de service et de présence auprès de la population.

En février 2013, le chef du SPS, Sam Somers Jr., s'est lancé dans l'aventure de rebâtir l'organisation. La première mesure majeure qu'il a prise en vue de concrétiser l'ambition du SPS de faire de Sacramento la plus sécuritaire des grandes villes de la Californie a été d'adopter une méthode de géographisation de l'effectif.

Celle-ci donne corps aux principes fondamentaux du SPS : travail en partenariat, prévention et intervention, professionnalisme, protection et appartenance communautaires. Pour résumer, la géographisation implique l'affectation à long terme de policiers dans des secteurs bien circonscrits de la ville afin qu'ils puissent nouer des relations avec les résidants et les organismes communautaires.

L'application de ce modèle découpe la ville en subdivisions plus aisées à gérer et accentue l'horizontalité de l'organisation. Auparavant, les capitaines des centres de patrouille étaient responsables des décisions opérationnelles et des initiatives de mobilisation de la population dans de vastes secteurs englobant une multitude de quartiers.

En vertu du nouveau modèle, le lieutenant de chaque centre de patrouille est responsable de districts bien précis à l'intérieur de son secteur de service assigné. Autrement dit, chaque lieutenant géographiquement affecté est désormais le « chef » des districts dont il a la charge.

Habiliter lieutenants, sergents et agents à employer des stratégies de résolution de problèmes et à s'approprier les enjeux qui animent la collectivité qu'ils servent est un élément clé du nouveau modèle, qui présente aussi l'avantage de réunir tous les intéressés dans un effort sincère et résolu pour établir des liens solides avec les résidants, les écoles et les entreprises de leurs quartiers.

Parallèlement et en appui à l'implantation du modèle d'activités géographisées, le SPS s'est mis à la recherche de solutions technologiques qui lui permettraient d'accroître considérablement sa capacité de communiquer en ligne avec les résidants.

Au terme de recherches approfondies, le SPS a jugé que Nextdoor était le réseau social idéal pour faciliter la mobilisation des résidants et la géographisation de l'effectif. Nextdoor permet aux résidants d'échanger entre eux sur tout sujet d'intérêt dans leurs quartiers respectifs.

Une fois Nextdoor entré en service, il est vite apparu que la sécurité et la

criminalité étaient des préoccupations que beaucoup d'utilisateurs partageaient, ce qui a amené l'entreprise à s'associer aux organismes d'application de la loi, aux villes et aux comtés.

La plateforme Nextdoor destinée aux utilisateurs gouvernementaux permet aux organismes de sécurité publique d'adresser des messages à des secteurs déterminés à l'intérieur de leur territoire de compétence, ce qui, jusqu'ici, a secondé à merveille les activités géographisées du SPS.

Nextdoor met en contact les quartiers les uns avec les autres, ce qui soude l'esprit collectif et permet aux résidants de prendre en mains la sécurité de leur quartier. Dans un contexte de ressources limitées, ce qui semble être la « nouvelle norme », les résidants doivent pouvoir jouer un rôle actif pour rendre leur quartier sûr – et des quartiers branchés sont effectivement plus sûrs.

NEXTDOOR

Depuis que le SPS se sert de Nextdoor, soit un peu plus de deux ans, plus d'une centaine de ses membres en sont devenus des utilisateurs. Sergents, lieutenants et capitaines géographisés peuvent publier messages, annonces et alertes à l'intention de tout quartier ou groupe de quartiers au sein de leur secteur assigné. Nextdoor rend possible l'envoi, par un organisme, de messages concis susceptibles de toucher beaucoup plus de résidants que les traditionnelles rencontres communautaires.

En combinant Nextdoor et réunions de surveillance de quartier traditionnelles dans le cadre d'un programme communautaire énergique, on démultiplie l'incidence des efforts de mobilisation. Les échanges amorcés sur Nextdoor se poursuivent en personne et amènent les résidants à faire connaissance entre eux et avec leurs agents attitrés du SPS. Ce type de dialogue renforce les liens entre les résidants et le SPS et aide à assurer la sécurité des quartiers de Sacramento.

Les policiers du SPS utilisent Nextdoor quotidiennement. Les messages publiés sont de nature diverse : signalement d'une série de crimes commis dans un secteur, conseils pour éviter d'être agressé, annonce d'un événement « Cops and Coffee » qui aura lieu dans le quartier, nouvelle portant sur l'arrestation de l'auteur d'un crime grave ayant touché toute la communauté.

Nextdoor peut tout aussi bien servir dans les situations d'urgence. Lors d'un incident critique, une alerte peut être diffusée pour donner à la population des indications sur le suspect, la météo, un abri ou une évacuation. Cette diffusion peut être le fait de l'organisme d'application de la loi ou, à un niveau supérieur, de la circonscription urbaine ou de comté d'où provient l'information.

L'idée répandue selon laquelle Nextdoor — et la plupart des médias sociaux – fait augmenter la charge de travail de la police est erronée. En fait, c'est l'inverse qui est vrai : Nextdoor permet à la police de joindre un grand nombre de gens au moyen d'un seul message bref et uniforme.

Nextdoor requiert moins de surveillance que beaucoup d'autres médias sociaux. Comme c'est un réseau privé, les services de police ne peuvent pas voir les messages affichés chaque jour par les résidants. Ce qu'ils peuvent faire, c'est publier de l'information à l'intention d'un public cible, qui peut mettre sa réponse en ligne ou envoyer un message privé directement à l'agent émetteur.

ORIENTATION SOCIOMÉDIATIQUE

Aujourd'hui, les services de police qui n'utilisent pas les médias sociaux se privent d'un moyen très efficace de communiquer en ligne avec la population. C'est à eux de faire connaitre leur présence sur le réseau, de créer un groupe d'abonnés et d'habituer les résidants à les suivre.

Trait unique, tous les utilisateurs de Nextdoor avec qui les policiers sont en contact sont des Sacramentins dont les antécédents ont été vérifiés. La police peut ainsi mobiliser les résidants et faire connaitre sa propre version des faits, ce dont les médias grand public ne lui donnent pas toujours l'occasion.

L'usage actuel des médias sociaux est en bonne partie dicté par la vitesse à laquelle défilent, lors d'un incident critique, l'information en ligne et les signalements des citoyens. Les services de police sont souvent contraints d'user des médias sociaux pour neutraliser et corriger des données inexactes ou incomplètes. Aujourd'hui, faire une déclaration générale sur les médias sociaux au sujet d'un incident en cours est tout aussi crucial que la tenue de conférences de presse.

En constituant un réseau d'abonnés, les organismes de sécurité publique peuvent toucher plus de gens que jamais, et en favorisant le développement de ce réseau, ils nouent et cultivent des relations avec la collectivité qui se révéleront fort utiles en temps de crise.

CONCLUSION

Après cinq ans de compressions budgétaires, de réductions de services et de mises à pied, ramener l'effectif du SPS à son niveau de 2007 promet d'être long et fastidieux. Le SPS n'aura pas la même silhouette qu'il y a cinq ans : il sera plus filiforme et plus agile.

Le virage géographique du SPS et sa volonté de tendre la main aux gens ont un effet tangible. La faculté de communiquer directement avec les résidants s'est grandement accrue : en juin 2013, 1 500 Sacramentins étaient des utilisateurs de Nextdoor; aujourd'hui, ils sont près de 44 000.

Qu'ils s'adressent aux 44 000 utili-sateurs ou seulement à ceux d'un quartier donné, les messages ciblés du SPS lui permettent non seulement d'entrer en contact quotidiennement avec les résidants, mais aussi d'ouvrir un canal de communication chaque fois qu'il en est besoin. Grâce à ce canal, des crimes ont été élucidés et des suspects arrêtés.

Le SPS est convaincu que des communautés branchées sont plus sûres et que Nextdoor est un outil de communication complémentaire qui l'a aidé à populariser et à renforcer ses groupes de surveillance de quartier tout en revigorant son travail de mobilisation communautaire. ■

Le dialogue amorcé sur Nextdoor se poursuit en personne et permet aux citoyens de rencontrer en chair et en os leurs agents attitrés du SPS

Service de police de Sacramento

LES AVIS DE RECHERCHE À L'ÈRE NUMÉRIQUE

LE PARTENARIAT DU FBI AVEC DES ANNONCEURS CONTRIBUE À LA RÉSOLUTION DE CRIMES GRAVES

par Eric Stewart

Le jour de son arrestation, Aaron Thomas n'avait qu'une chose à dire aux policiers américains : « Vous en avez mis du temps! »

De 1997 à 2009, Thomas a agressé des femmes au Maryland et dans trois États voisins. Il les a attaquées avec des couteaux, des pistolets et une fois avec une bouteille cassée. Un groupe de victimes étaient des adolescentes qui passaient l'Halloween.

C'est une information anonyme qui a permis à la police du Maryland d'arrêter Thomas, alias le violeur de la côte Est, le 4 mars 2011. Cette information a été obtenue grâce à un nouveau type d'avis de recherche, en format numérique et non papier.

« Les avis de recherche ont contribué à la résolution de cette affaire. Je me rappelle de la vive réaction que nous avons tous eue au bureau en apprenant la nouvelle de son arrestation », lance Ken Klein, vice-président exécutif des relations gouvernementales chez Outdoor Advertising Association of America (OAAA).

Les avis de recherche ne sont pas nouveaux. La population est mise en garde contre des pirates, des bandits et des hors-la-loi depuis des centaines d'années au moyen de dépliants et d'affiches. De nos jours, cependant, les chasseurs de prime sont depuis longtemps disparus et peu de gens portent maintenant attention aux avis de recherche en format papier traditionnel.

Voici qu'entre en scène le partenariat entre OAAA et le FBI. Leur nouveau programme d'affichage sur des babillards électroniques, des écrans dans les abribus et même sur des écrans à Times Square a fait passer les avis de recherche à l'ère numérique.

Le programme d'affichage a été lancé à la Citizens Academy du FBI, tenue à Philadelphie. Il s'agit d'un programme auquel participent des dirigeants de collectivités et d'entreprises ainsi que des membres des médias qui veulent en apprendre davantage sur le rôle du FBI.

C'est là que Barbara Bridge, cadre chez Clear Channel Outdoor — l'une des plus grandes agences de publicité extérieure au monde — a rencontré deux spécialistes du FBI en sensibilisation communautaire.

En 2007, lorsque Clear Channel s'apprêtait à convertir huit panneaux d'affichage du vinyle au numérique à Philadelphie, M^me^ Bridge a communiqué avec le FBI pour savoir si cette nouvelle technologie pouvait être utile à l'organisme.

« Nous avons décidé d'essayer un programme d'avis de recherche à Philadelphie. La réussite a été telle dans les premiers mois que nous l'avons proposé à l'échelle nationale, dit-elle. Je crois que nous avons capturé 53 des pires criminels aux É.-U.; nous avons permis à des familles de tourner la page et nous contribuons à assurer la sécurité de la population. »

La façon de faire est simple : le FBI dresse la liste des criminels les plus recherchés et il fournit les noms à OAAA ou une de ses filiales. Ensuite, l'annonceur place l'avis de recherche dans sa rotation d'annonces numériques publiées dans le secteur – les avis les plus visibles sont ceux affichés sur les écrans géants.

L'objectif ultime est d'encourager les citoyens à garder l'œil ouvert afin de repérer les criminels les plus recherchés et d'inciter les personnes ayant des renseignements à les communiquer.

« Les informateurs disent qu'ils n'ont pas agi la première ou la deuxième fois qu'ils ont vu l'annonce, affirme Klein. Mais après avoir vu 30 ou 50 fois la photo d'une personne qui a fait du tort, causé de la souffrance ou tué quelqu'un, ils étaient décidés à agir. »

Le FBI a maintenant accès à 6 000 écrans dans 46 États, ce qui lui confère une capacité sans précédent pour rendre publics les visages des criminels les plus recherchés. Faire appel au public à si grande échelle donne des résultats — des douzaines d'affaires médiatisées ont été résolues grâce à des renseignements communiqués par des personnes ayant vu les avis.

« Nous avons besoin des citoyens », affirme Shanna Daniels, agent spécial au bureau des affaires publiques du FBI. Ces avis de recherche incitent les citoyens à passer à l'action. Ils ont ainsi l'impression qu'ils aident le FBI à remplir une mission. »

Les avis de recherche numériques ne sont qu'un des éléments de la stratégie du FBI pour encourager le public à appuyer les enquêtes. M^me^ Daniels cite Facebook et Twitter comme d'autres éléments importants de la stratégie de sensibilisation du FBI.

« Nous comprenons très bien l'importance de sensibiliser les citoyens et de leur communiquer des messages, poursuit M^me^ Daniels. Ce qu'ils font pour nous est extraordinaire. » ■

Outdoor Advertising Association of America

Photo d'un des 10 criminels les plus recherchés par le FBI en 2012 dans un kiosque à journaux près de Times Square à New York

IL Y A UNE APPLI POUR ÇA

LE TÉLÉPHONE INTELLIGENT, UN NOUVEL OUTIL POUR LA POLICE DE TORONTO

par Amelia Thatcher

Agent Jeff Stager

L'agent Jeff Stager (à gauche) se rend à des écoles pour établir de bons rapports avec les jeunes, offrir son aide et présenter des outils comme l'appli du SPT.

De nos jours, il y a une application pour tout, et le service de police de Toronto (SPT) compte maintenant la sienne, qu'il utilise pour moderniser sa façon de servir le public.

En août dernier, le SPT lançait son application mobile pour téléphones intelligents permettant, entre autres, de trouver le poste le plus proche, de signaler un crime, de recevoir des alertes et des conseils de sécurité, et d'interagir avec des policiers de quartier et virtuels.

« Nous voulons demeurer à la fine pointe de l'innovation », se réjouit l'agent Jeff Stager, policier de quartier au SPT. « Alors, naturellement, il faut rendre les services plus accessibles. »

Dès la première semaine, plus de 6 000 personnes l'avaient téléchargée. Impressionnant, selon Ritesh Kotak, chef de projet chargé de l'appli, sachant qu'elle a été conçue uniquement pour le Grand Toronto, qui compte environ six millions d'habitants. Aujourd'hui, 10 000 personnes l'utilisent.

« La technologie fait partie du quotidien de tous : nous devions l'exploiter pour rendre les résidants, et surtout la génération Y, actifs dans la collectivité », précise M. Kotak.

RAPPROCHEMENT DES TORONTOIS

Pionnier dans bien des domaines policiers au Canada, le SPT a une forte présence dans le Web et les médias sociaux. La nouvelle appli s'ajoute à son arsenal numérique qui comprend déjà Facebook, Twitter et LinkedIn et qui rapproche les policiers du grand public.

« Facile à télécharger, l'appli permet à monsieur et à madame Tout-le-monde de savoir à qui adresser leurs questions », affirme l'agent Stager.

Ce dernier patrouille la même zone nuit et jour, et est joignable sur Facebook et Twitter. Aujourd'hui, les Torontois peuvent également communiquer avec lui au moyen de l'application mobile.

« Dans la rue comme sur Internet, les patrouilleurs aident à prévenir le crime. Les malfaiteurs, quand ils savent qu'on est branché, sont moins tentés d'agir », explique-t-il.

L'appli s'avère aussi utile aux éducateurs et aux élèves, auprès desquels l'agent Stager travaille quotidiennement. Abbass Champsi, conseiller d'orientation pour le Toronto District School Board, estime qu'elle pourrait devenir une importante ressource pour les jeunes.

« Les postes de police et Jeunesse, J'écoute sont là pour les urgences. En même temps, c'est rassurant pour les élèves de savoir qu'un autre service leur est offert », souligne M. Champsi. « L'appli leur permet d'en savoir plus sur la loi et de prendre les choses en main. »

Il a également insisté sur l'importance d'avoir des policiers à l'écoute des jeunes. Les agents de quartier comme M. Stager contribuent à améliorer les relations, et l'appli facilite davantage les communications.

« Par les temps qui courent, le téléphone est le meilleur moyen de communiquer avec nos jeunes. Les policiers doivent donc se brancher pour se rendre accessibles », ajoute M. Champsi.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

C'est l'entreprise texane MobilePD qui a créé l'appli pour le SPT. En 2009, elle a destiné son premier produit au service de police de Santa Cruz (Cal.).

Au Canada, le service de police de Victoria (C.-B.) a été le premier à obtenir en 2013 une application mobile. Depuis, 50 services américains et 10 canadiens en ont commandé.

Les fonctions de l'appli varient d'un service à l'autre, selon les réalités du terrain.

« Nous avons élaboré certaines fonctions pour les besoins du SPT », explique Jamieson Johnson, vice-président du développement commercial chez MobilePD. « Le service avait besoin d'un outil de communication avec ses policiers de quartier, ce qui était tout nouveau pour nous. »

Le but ultime de l'appli est d'aider les policiers municipaux à mieux lutter contre la criminalité. D'après MobilePD, dans certains secteurs, le taux d'indices reçus a augmenté de 300 p. 100, et le nombre de rapports de police, de 100 p. 100.

Au dire de M. Kotak, l'appli a été bien accueillie par les Torontois. Le SPT entend collaborer avec MobilePD à la mise à jour régulière de l'appli, en affinant les fonctions existantes et en en introduisant de nouvelles.

« Si le public est bien informé, il sera prêt à aider et à faire partie de la solution », conclut-il. ■

DOSSIER

LE SOUTIEN DU PUBLIC À LA POLICE

ENTRETIEN

UN OUTIL CITOYEN

UN SITE WEB AIDE LES COMMERÇANTS À LUTTER CONTRE LA PETITE CRIMINALITÉ

Il est difficile de prévenir les délits mineurs... et encore plus de les résoudre. C'est pourquoi Simon Gordon, propriétaire d'entreprise, a créé Facewatch, un site Web britannique qui facilite la communication entre les commerçants, et avec la police locale, pour lutter contre le crime. Amelia Thatcher nous livre les avantages de cet outil, exposés par M. Gordon.

POURQUOI AVEZ-VOUS CRÉÉ FACEWATCH?

J'ai repris le commerce de mon père à Londres, Gordon's Wine Bar, en 2003. Nous nous sommes beaucoup développés dans les années suivantes, mais je ne pouvais pas empêcher les clients de nous voler. Nous essuyions environ 15 vols par mois. J'ai examiné le processus de signalement des crimes et me suis dit : « C'est fou, c'est tellement inefficace. » Alors, j'ai consulté la police et quelques autres personnes, puis j'ai commencé à travailler sur la plateforme Facewatch en 2010.

COMMENT EST-IL UTILISÉ PAR LES COMMERÇANTS?

C'est avant tout une plateforme de signalement des crimes. On peut créer un profil d'entreprise pour échanger des images de criminels avec certains groupes. Par exemple, les restaurants échangent avec d'autres restaurants, les musées avec les musées, etc. Les commerces sont organisés par secteur et par endroit, parce que la plupart des voleurs de faible envergure sont spécialisés et ont un territoire restreint.

COMMENT AIDE-T-IL À RÉSOUDRE UN CRIME?

Disons que vous allez prendre un verre et qu'on vous vole votre sac. Normalement, vous appelez la police ou vous passez au poste de police pour signaler le vol. La police vient ensuite chercher l'enregistrement vidéo des caméras de sécurité en circuit fermé du commerce, puis s'efforce de démasquer le coupable. Cela prend beaucoup de temps. Avec Facewatch, un commerçant peut télécharger l'enregistrement vidéo, préparer un rapport, puis appuyer sur un bouton pour transmettre le tout à la police. Pour endiguer le crime, il faut être rapide, sinon c'est déjà dépassé. Facewatch tient la police au courant.

VOUS AVEZ EU RECOURS AU FINANCEMENT COMMUNAUTAIRE POUR DÉVELOPPER FACEWATCH. POURQUOI?

Facewatch est un outil citoyen, c'est pour les gens. Je pensais que cela intéresserait les gens, parce que tout le monde est touché par le crime. Tout le monde en parle, et connaît quelqu'un qui s'est fait voler son sac, alors je pensais que ce serait un bon moyen de recueillir des fonds. Nous avons ainsi recueilli près d'un million de livres. Et depuis, nous avons recueilli un autre million auprès d'investisseurs privés.

QUELLE EST L'AMPLEUR DU PROBLÈME?

Ce qui m'a vraiment surpris, c'est que peu de gens volent, mais ils volent constamment. Par exemple, il y a une femme responsable de 25 délits dans notre système, et ce n'est pas une exception. Alors, si l'on arrête une personne, la minivague de criminalité dans le secteur cesse immédiatement. Les commerçants sont enchantés : la criminalité a chuté de 80 à 90 p. 100 dans certains magasins.

COMMENT LA POLICE L'UTILISE-T-ELLE?

Le rôle de la police est d'assurer la sécurité des lieux et, au besoin, de procéder à des arrestations. Ce n'est pas d'aller récolter des enregistrements de caméras vidéo. Il peut s'écouler jusqu'à trois semaines entre le moment où la police recueille une vidéo et celui où elle la visionne. Avec Facewatch, les policiers peuvent la regarder en moins de 10 minutes, alors cela accélère beaucoup le processus. Et le but n'est pas seulement d'emprisonner des tonnes de gens. Ce n'est pas productif. Ce que nous essayons de faire, c'est de prévenir les crimes en voyant comment ils sont exécutés.

QUELLE EST LA RÉACTION DES SERVICES DE POLICE?

Ils adorent! Le système est gratuit pour eux, puisqu'ils fournissent un service. Ils reçoivent cet outil fantastique qui devance de beaucoup leurs propres outils. Et ils n'ont pas besoin d'aller chercher tous ces enregistrements vidéo. C'est un avantage certain pour la police. En fait, certains services de police achètent le système pour des commerces, parce qu'ils veulent qu'ils commencent à l'utiliser. Le prix mensuel pour les commerces est très peu élevé, environ le prix d'une tasse de café.

QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE?

Nous voulons adopter une démarche mondiale dès que possible. Nous permettons aux gens d'échanger de l'information grâce à la plateforme, et offrons des applications à la police et aux commerces. Nous voulons responsabiliser les gens face au crime, pour que chacun s'implique en vue d'y mettre un terme. La police a ses limites, et il est très facile pour nous, commerçants ou simples citoyens, d'endiguer la criminalité simplement en étant plus observateurs. »

Frustré par les vols régulièrement perpétrés par les clients de son bar à vin, Simon Gordon (à droite) a créé Facewatch en 2010 pour lutter contre la petite criminalité.

LES FAITS

ENLÈVEMENT D'ENFANTS

Il n'y a rien de plus terrifiant pour un parent que l'idée que son enfant soit enlevé. Les statistiques montrent que les risques d'enlèvement par un étranger ont été gonflés – il est bien plus probable qu'un enfant soit enlevé par un de ses parents. Certains sont enlevés à l'étranger, ce qui est particulièrement tragique et complique la situation.

L'enlèvement comprend le déplacement ou la détention non autorisé d'un enfant – notamment, leurrer ou forcer un enfant à quitter son domicile ou son école.

En 2014, il y a eu 41 342 signalements d'enfants disparus au Canada selon la GRC; 122 étaient des enlèvements par un parent, seulement 29 par un étranger.

De 1987 à 2014, le nombre d'enfants portés disparus par année au Canada a diminué de plus de 15 000 selon le CIPC.

Entre 2003 et 2012, 64 alertes Amber ont été émises au Canada concernant 73 enfants enlevés. De ce nombre, 70 ont été retrouvés sains et saufs.

Recommandations de John Rabun, expert américain en enlèvement d'enfants : verrouiller les pouponnières, surveiller les entrées par caméras en CCTV et doter les bébés de bracelets électroniques à la cheville. Les hôpitaux du Québec examinent la possibilité de mettre en œuvre ce système dans leurs pouponnières.

On signale la disparition de plus de 460 000 enfants par année aux É.-U., selon le National Center for Missing and Exploited Children. Dans 97 p. 100 des cas, l'enfant est rapidement retrouvé.

Moins d'un enlèvement sur quatre est perpétré par un étranger. Généralement, le ravisseur est le parent qui n'a pas la garde, selon l'Office of Juvenile Justice des É.-U.

On indique également qu'un enfant sur quatre enlevés par un parent ou un membre de la famille est assassiné par celui-ci.

De tous les enfants portés disparus aux É.-U., le ministère de la Justice affirme que 99,8 p. 100 sont retrouvés sains et saufs. Dans presque tous les cas, ils n'ont pas été enlevés – ils ont fugué ou se sont perdus.

Selon une étude de 1997 du procureur général de l'État de Washington, seulement une centaine d'enfants américains sont enlevés par des ravisseurs violents chaque année, mais 74 p. 100 d'entre eux risquent d'être tués dans les trois heures suivant leur enlèvement.

La Polly Klaas Foundation (É.-U.) conseille aux parents de faire prendre les empreintes digitales de leurs enfants et de les donner à la police en cas d'enlèvement par un étranger.

L'expert américain en sécurité des enfants Gavin De Becker affirme que les enfants sont bien plus à risque de faire une crise cardiaque que d'être enlevés par un étranger.

La Convention de La Haye sur les enlèvements signée par 93 États est un traité multilatéral qui assure le retour rapide des enfants qui ont été enlevés de leur pays de résidence, généralement par un parent, et amenés dans un autre pays.

Le Japon a souvent été la destination des ravisseurs d'enfants à l'étranger, principalement en raison du système de justice qui traite la garde comme une question privée et de l'absence d'intervention dans les conflits internationaux de garde d'enfants. Des signalements d'enfants enlevés généralement par un parent et amenés au Japon proviennent de l'Australie, de la France, du Canada, du R.-U. et des É.-U.

Une enquête mondiale sur les enlèvements internationaux (Convention de La Haye) a démontré que 68 p. 100 des parents ravisseurs sont des mères qui amènent leurs enfants à l'étranger.

— Rédigé par Eric Stewart

BALLES PERDUES DANS LA NEIGE

TECHNIQUES UTILES POUR RETROUVER DES ÉLÉMENTS DE PREUVE

QUEL EST LE POINT DE DÉPART DE VOTRE RECHERCHE?

COMMENT VOTRE RECHERCHE A-T-ELLE ÉVOLUÉ CES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES?

BIEN-ÊTRE EN MILIEU DE TRAVAIL

LA POLICE DE SAN DIEGO MISE SUR LA PRÉVENTION EN SANTÉ MENTALE

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]
- [illegible]

DÉMANTELER OU PERTURBER

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

RÉCENTES ÉTUDES POLICIÈRES

PRIOR OFFENDING AMONG FAMILY VIOLENCE PERPETRATORS: A TASMANIAN SAMPLE [EN ANGLAIS SEULEMENT]

LES GAGNEURS – PROJET « POSITIVE ALTERNATIVES TO YOUTH GANGS »

tations de s'affilier à des gangs et d'enfreindre la loi, en plus d'aider les jeunes embrigadés à quitter leur gang en toute sécurité.

PASYG comportait cinq initiatives : un programme de groupes scolaires, un programme après la classe, un programme d'été, un programme de soutien familial et un programme communautaire. À l'école ont été examinés divers problèmes psychosociaux nuisant au rendement scolaire, les choix de vie, la tentation de se joindre à un gang et d'autres formes de comportement asocial.

Le programme après la classe visait à créer des liens de confiance avec les élèves, à les appuyer dans leurs études, à développer leur respect d'eux-mêmes, à les aider à acquérir des qualités de sociabilité et à les inciter à s'engager dans des activités socialement acceptables. Le programme d'été, lui, offrait aux jeunes des activités éducatives, socioéducatives, sportives et artistiques.

Les parents et proches responsables des participants aux programmes scolaire, parascolaire et estival avaient droit à une aide familiale. En mobilisant les parents, PASYG avait pour objectif d'accroître leur capacité à garder leurs enfants loin des gangs. Le programme communautaire invitait les résidents directement touchés par les agissements des gangs à prendre part à des forums axés sur la sensibilisation aux dangers de l'adhésion à un gang et aux facteurs contribuant à mettre à risque les jeunes des groupes minoritaires.

Au terme du projet, on a constaté une réduction de certains facteurs de risque liés aux gangs. PASYG a favorisé l'adoption d'attitudes de sociabilité, mais n'a pas influé sur celles à l'égard de la violence. Par ailleurs, on n'a pas observé d'effets clairement positifs sur les facteurs de risque et de protection, le rendement scolaire, la formation de liens avec les enseignants et la façon dont la recherche était considérée, bien que le projet ait sans doute amélioré les chances des participants de trouver un emploi.

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
http://www.publicsafety.gc.ca

CHILDHOOD TRAUMA AND ITS EFFECTS: IMPLICATIONS FOR POLICE [EN ANGLAIS SEULEMENT]

par le Dr Richard G. Dudley, Jr.

Le présent article résume ce que l'on sait aujourd'hui des effets des traumatismes sur les jeunes enfants, de ce qui en découle pour le fonctionnement des adolescents et des jeunes adultes ainsi que des conséquences que cela peut avoir sur le travail policier.

L'enfant exposé à des actes de violence répétés — en particulier s'il ne jouit pas du soutien d'un parent capable d'en tempérer les effets — risque d'éprouver de graves troubles psychogénétiques et neuropsychiatriques au cours de sa croissance, qu'il s'agisse de problèmes neurologiques, de difficultés psychologiques particulières liées à son traumatisme, de déficiences développementales ou d'autres troubles fonctionnels connexes.

Enclins à des comportements violents et imprévisibles, ceux qui vivent des difficultés liées à un traumatisme ont plus de chances que les autres d'avoir des démêlés avec la justice. Or il est peu probable qu'un policier qui n'a pas reçu de formation spéciale sache reconnaître qu'il a affaire à quelqu'un dont la conduite s'explique par des difficultés consécutives à un traumatisme.

Bien que ce soient l'anxiété, la peur et le dérèglement de la réaction cérébrale au stress qui dictent la conduite des traumatisés, ce sont les symptômes visibles qui retiennent l'attention. S'attarder à ces symptômes au détriment des causes sous-jacentes amène les policiers à voir ces enfants à travers des lunettes déformantes.

S'ils étaient conscients du grand nombre de cas de traumatismes infantiles graves et savaient en apprécier les effets sur le développement de l'enfant et, plus tard, sur l'équilibre psychique de l'adulte, les policiers penseraient et agiraient fort différemment.

Dotée d'une meilleure connaissance des répercussions de la violence familiale sur l'enfant en croissance, la police serait mieux à même de signaler de tels cas aux services locaux de protection de l'enfance et de promouvoir la mise en place de services de santé mentale adaptés.

Bien que semblables traumatismes puissent survenir dans tous types de milieux, les enfants de couleur issus de milieux pauvres sont particulièrement à risque. Il est impératif que les policiers soient conscients de la haute prévalence des traumatismes infantiles graves qui y est constatée, sachent en mesurer les effets sur le développement et en comprennent l'impact sur la conduite de l'adolescent et de l'adulte. »

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
https://www.ncjrs.gov

JEUNESSE

PASSER DU TEXTO À L'ACTE

UN OUTIL DE MISES EN SITUATION POUR SENSIBILISER LES JEUNES À L'INTIMIDATION

par Robin Percival

Ce n'est que le début de la journée à l'école, et ta compagne de classe, *Zoé*, est déjà au désespoir. Au moment de se changer pour la séance d'éducation physique, une autre amie lui dit qu'elle est trop mince et l'accuse de se purger pour perdre du poids. Tu choisis de rire aux éclats plutôt que de passer outre. *Zoé* sort en courant.

Mais plus tard, tu persuades des amis de ne pas exclure *Zoé* d'une fête prévue en fin de semaine. Tu reprends le droit chemin.

Il s'agit d'une mise en situation tirée de BullyText, un outil d'apprentissage interactif lancé par cellulaire. Il est accessible à quiconque possède un cellulaire pouvant envoyer et recevoir des messages SMS — ce qu'on appelle des textos.

Créé par Do Something Canada, une organisation ayant pour but d'inciter les jeunes à amorcer des changements sociaux, l'outil s'adresse aux jeunes de la sixième à la huitième. Les utilisateurs sont appelés à faire des choix qui déterminent le déroulement de l'exercice et les conséquences ultimes de la situation.

Le jeu, adopté par les Services nationaux à la jeunesse de la GRC, a été lancé à l'automne dernier à l'occasion de la Semaine de la sensibilisation à l'intimidation.

« Tout le monde sait que les jeunes aujourd'hui sont très branchés à leur téléphone », explique Louis Zuniga, gestionnaire de la stratégie nationale de la jeunesse de la GRC. « Nous croyons que c'est un outil attrayant pour enseigner aux jeunes à éviter d'être victime ou agresseur, ainsi qu'un jeu divertissant qu'ils apprécieront. »

Avant le lancement du jeu, on en a proposé l'essai aux membres du comité consultatif national sur la jeunesse de la GRC, qui se réunissent dans un forum sûr en ligne pour aborder divers enjeux, dont les drogues, la conduite avec facultés affaiblies et l'intimidation.

« Ce jeu me semblait vraiment génial et créatif », explique une des membres du comité, Meaghan Larkin, âgée de 17 ans. « Les mises en situation sont très réalistes. Ce jeu pourrait très bien être utilisé lors d'une discussion en classe sur l'intimidation. »

C'est certainement l'un des buts visés par la GRC pour BullyText. Si les cellulaires ne sont habituellement pas vus d'un bon œil dans les cours, cet outil constitue pour les professeurs et les policiers à l'école un moyen stimulant de sensibiliser les jeunes aux dangers de l'intimidation.

« On ne saurait trop insister sur le pouvoir d'un témoin », précise le gend. Travise Dow, un membre de la GRC travaillant auprès des jeunes dans plusieurs écoles du comté de Cumberland, en N.-É. « BullyText incite les jeunes à réfléchir à leurs réactions. Je pense que c'est très important pour eux. En les mobilisant et en leur donnant des moyens d'agir, on fera en sorte d'éviter que des incidents mineurs ne dégénèrent en situation de crise. »

Les élèves peuvent utiliser l'outil individuellement ou en groupe, puis participer à une discussion sur les situations qu'ils ont affrontées. Un plan de leçon est également disponible pour BullyText.

« Si le scénario révèle à la fois la bonne et la mauvaise réponse, il aide aussi le jeune à se rendre compte qu'il est facile de prendre la bonne décision », explique Mikaela Tynski, âgée de 15 ans qui participe aussi au comité consultatif sur la jeunesse.

Le jeu oblige le participant à se demander s'il devrait communiquer la photo supposément laide d'un compagnon de classe, ou s'il devrait faire écho à un ami traitant un autre élève de gai.

Périodiquement, on demande aux joueurs d'examiner leurs choix, que l'outil évalue et remet en question tout au long du processus. Peu importe la décision prise, il est toujours possible de faire un meilleur choix afin de faire bouger les choses.

Les études révèlent que 60 p. 100 des garçons qui se livraient fréquemment à l'intimidation à l'école élémentaire avaient un casier judiciaire dès 24 ans. Les victimes d'un intimidateur sont enclines à éprouver des problèmes de santé ou à l'école, la dépression et, dans des cas extrêmes, à envisager le suicide. De nombreuses victimes d'intimidation disent en subir les séquelles jusqu'à l'âge adulte.

Le jeu BullyText non seulement montre aux jeunes pourquoi ils devraient s'abstenir de blesser autrui, mais en plus il les encourage à tendre la main vers ceux qui se sentent seuls ou isolés.

Je sais pertinemment, ayant dû suivre un cours sans mes amis, que le travail en groupe est difficile et peut être très gênant lorsqu'on n'a pas de partenaire », souligne un autre membre du comité consultatif sur la jeunesse, Alvin Leung, âgé de 17 ans. « Le jeu invite les jeunes à sortir de leur coquille pour épauler les autres. » »

Textez le mot « INTIMIDATION » au 38383 pour accéder au jeu (au Canada seulement).

Le gend. Travise Dow, qui travaille auprès des jeunes dans les écoles, estime que BullyText aide ceux-ci à réfléchir sur leur façon de réagir à l'intimidation.